



aux soins (dans ce cadre, le recours à la PMI est pour un enfant sur cinq le seul accès au système de soins).

Le rapport conclut que « ces premiers résultats – bien qu'exploratoires – permettent d'ores et déjà de dresser un portrait préoccupant de la situation sanitaire de ces familles. Les conséquences en termes de santé publique sont d'autant plus alarmantes que ces conditions extrêmes auront sur le long terme un retentissement sur la santé de la mère elle-même mais probablement, comme l'ont largement montré les études nord-américaines, sur leurs enfants. »

Une autre étude regroupant les données des neuf enquêtes ESPS (Enquêtes sur la santé et la protection sociale) de 1995 à 2010 [8] a mis en évidence une association, déjà trouvée dans d'autres pays, entre la santé de l'enfant, son accès aux soins et le revenu du ménage. La mauvaise santé perçue de la santé de

l'enfant, la fréquence du surpoids et de l'obésité et une plus faible taille sont inversement corrélées aux revenus des ménages.

Certaines de ces études portent davantage sur les relations entre niveau socio-économique et santé, sans particulièrement s'intéresser aux crises économiques. Dans les études s'intéressant à la crise économique, les résultats ne sont pas toujours convergents du fait de la complexité de l'interprétation déjà évoquée et du fait aussi que le recul d'observation est peut-être encore insuffisant pour apprécier les effets sanitaires de la crise. Cependant, ceux-ci semblent peu discutables sur les conséquences nutritionnelles et sur différents aspects de la santé mentale.

Des organisations non gouvernementales, comme Médecin du Monde en France, ou la coordination des ONG pour les droits de l'enfant en Belgique, insistent sur

Les références entre crochets renvoient à la Bibliographie générale p. 50.

Cantines scolaires : la désaffection des quartiers populaires

Dans tous les quartiers, faire déjeuner, ou pas, son enfant à la cantine renvoie à la fois à une question économique et à une dimension d'identité et de reconnaissance. L'anthropologie a largement montré comment l'alimentation est culturellement pensée : chacun mange ce que son groupe d'appartenance lui a appris à manger. Manger, c'est toujours affirmer une identité à la fois individuelle (j'aime, je n'aime pas) et collective (aliments conseillés, autorisés, déconseillés, interdits) organisée par les règles de ce qu'il est convenu de manger et de ne pas manger [84]. La cantine scolaire est ainsi un lieu collectif autour duquel se construisent, dans les quartiers, des processus de séparation. Si la dimension religieuse ne s'affirme pas explicitement, elle reste souvent un non-dit, constituant de fait un « distributeur identitaire » : « les enfants se mettent à surveiller ce qu'ils mangent » [78].

La désertion de la restauration à l'école, et plus encore au collège, a pris de l'ampleur à la fin des années 1990, donnant lieu à un rapport de l'Inspection générale de l'Éducation nationale [31] allant jusqu'à suggérer des situations critiques de malnutrition. Il apparaissait déjà que les élèves étaient trois fois moins nom-

breux à déjeuner à la cantine dans les collèges sensibles que dans l'ensemble des collèges français. On sait que la fréquentation des cantines scolaires est liée au niveau d'éducation des parents et au type de quartier : ainsi une des très rares publications des dernières années sur la question, portant sur l'ensemble des collèges du département de l'Essonne à la rentrée 2010, montre que « les secteurs scolaires où résident moins de 20 % de collégiens de familles modestes ont un taux de demi-pensionnaires compris entre 49 % et 97 %. En revanche, dans les secteurs scolaires où résident plus de 50 % de collégiens modestes, le taux de fréquentation de la demi-pension varie entre 20 % et 63 % » [54]. On sait moins que, désormais et sans plus aucun débat sur la question, les collèges des quartiers populaires accueillent souvent aujourd'hui un nombre de demi-pensionnaires dérisoire (moins de 10 % des élèves, à comparer aux plus de 60 % des collèges les plus favorisés) et vont jusqu'à fermer les cantines dans les quartiers les plus pauvres. On méconnaît également la désertion des cantines dans les écoles élémentaires, hormis le vendredi, « jour poisson ».

Les enfants des familles concernées, qui sont pour une grande part

au taux le plus bas pour le calcul du coût du repas, taux souvent calculé en fonction du quotient familial, ne bénéficient donc plus du service de restauration scolaire. Même s'il est souvent masqué sous des crispations idéologiques autour de la laïcité [107], l'enjeu économique et politique est déterminant pour comprendre la situation actuelle : ainsi le coût d'un retour de ces enfants vers les cantines scolaires peut paraître prohibitif à la collectivité, comme une perte sèche dans le budget municipal ou départemental de plusieurs centaines de milliers d'euros. La désaffection massive des cantines dans les quartiers, habituellement référée aux choix religieux des publics, semble ici largement coorganisée par des choix économiques et politiques, sans considération des conséquences en matière de santé publique et de socialisation.

Même si certaines collectivités ont trouvé des réponses du côté de l'offre (menus végétariens par exemple) et du côté de la tarification, le refus de bouger sur ces questions est aujourd'hui marqué dans de nombreuses collectivités locales, et l'enjeu de santé publique de ces questions largement passé sous silence. ...

Laurent Visier
Geneviève Zoia
Université de
Montpellier, UMR
5112